

Comment les réseaux turcs s'insinuent dans l'islam de France

écrit par Antiislam | 28 septembre 2018

Du Figaro :

Comment les réseaux turcs s'insinuent dans l'islam de France

Par Isabelle Lasserre

Mis à jour le 28/09/2018 à 09h09 | Publié le 27/09/2018 à 18h38

ENQUÊTE – Le nouvel empire ottoman est présenté comme une affirmation de l'islam face à un Occident décadent.

Longtemps, Tariq Ramadan et son parrain du Golfe, le Qatar, ont régné en maîtres sur l'islam de France.

La chute de l'islamologue, [en détention provisoire pour des accusations de viol](#), et les difficultés géopolitiques de l'émirat ont changé le paysage. «L'arrestation de Tariq Ramadan a provoqué une onde de choc chez les musulmans.

La découverte de cette vie à rebours de ce qu'il professait a été ressentie comme une trahison par de nombreux fidèles», explique [le préfet Gilles Clavreul, cofondateur du Printemps républicain](#) et délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Profitant du vide laissé par l'effacement du Qatar, surtout depuis le rapprochement américano-saoudien, la Turquie s'est engouffrée dans la brèche.

L'islam politique turc est parti à la conquête de la France. Depuis plusieurs années, les réseaux turcs interviennent de plus en plus directement pour peser sur l'islam de France.

Leur dernière attaque en date a visé le nouveau rapport – [«La fabrique de l’islamisme»](#) – publié par l’Institut Montaigne, qui dénonce la progression de l’idéologie islamiste chez les musulmans de France.

Dénonciation de «l’islamophobie ambiante»

En mai dernier, [ils ont forcé des kiosquiers à retirer des affiches du Point](#) pour protester contre la une du magazine consacrée au «dictateur» Erdogan.

En 2017, ils ont pris la tête du Conseil français du culte musulman (CFCM), jusque-là piloté par des Maghrébins, en propulsant à sa tête [un familier de l’entourage du président turc, Ahmet Ogras](#).

Ils soutiennent financièrement et activement le Collectif contre l’islamophobie en France (CCIF), proche des Frères musulmans qui luttent pour la renaissance islamique et contre «l’emprise laïque occidentale».

«Comme les Frères musulmans, les islamistes turcs exploitent les failles et les faiblesses de la société et de la démocratie françaises.»

Considéré comme une dépendance officieuse de l’AKP d’Erdogan, [le Parti égalité et justice \(PEJ\)](#) s’adresse à la diaspora turque mais aussi à tous les musulmans. Aux dernières législatives, il a présenté une soixantaine de candidats, dont des femmes voilées.

Dans son manifeste, le petit parti, qui assume sa proximité idéologique avec le Cojep, bras armé politique d’Erdogan, appelle à la suppression des lois contre le port du voile et dénonce «l’islamophobie» ambiante.

Il rejette la politique d'assimilation et voudrait faire du communautarisme sa priorité, tout en regrettant les habitudes jugées libertines de la société française.

Diplomatie néo-ottomane

Les réseaux turcs font, enfin, de l'entrisme dans les conseils municipaux, les partis politiques et les universités.

«Comme les Frères musulmans, les islamistes turcs exploitent les failles et les faiblesses de la société et de la démocratie françaises. Ils s'infiltrèrent dans les facultés, ciblent les étudiants dans le besoin, proposent aide aux devoirs et services à la personne dans les quartiers difficiles et organisent des séminaires sur les discriminations»,

explique une source proche du dossier. La France est-elle devenue la nouvelle plaque tournante des réseaux d'Erdogan?

Au début, il s'agissait surtout, pour le président islamo-conservateur Erdogan, de lutter contre les réseaux de [son ennemi Fethullah Gülen](#), qu'il accuse d'être à l'origine du [coup d'État avorté de 2016](#).

Deux ans plus tard, les 250 mosquées contrôlées par la Turquie résonnent toujours de prêches hostiles et d'appels à la violence contre les opposants d'Erdogan.

Elles sont devenues des caisses de résonance pour les conflits qui déchirent la Turquie.

La surveillance et le contrôle rapprochés de la diaspora, la mobilisation de l'électorat conservateur, via des meetings électoraux, visent à s'assurer que les Turcs de France votent «bien» aux élections comme aux référendums.

Imams détachés

Mais le pouvoir turc a aussi investi massivement la scène religieuse française, visant plus largement que son électorat.

La moitié – 151- des imams détachés, qui sont des fonctionnaires étrangers, sont turcs.

C'est plus que les imams de l'Algérie et du Maroc réunis.

«Erdogan voudrait exercer une magistrature d'influence sur le monde musulman.

Il déploie son influence en soutenant les réseaux des Frères musulmans», explique Gilles Clavreul.

«Il veut redevenir le phare de l'islam»

Un diplomate

Enfin, Erdogan met aujourd'hui ses réseaux européens au service de son rêve de reconstituer une diplomatie néo-ottomane et de reprendre le leadership du monde musulman, en déshérence.

«Il veut redevenir le phare de l'islam» commente un diplomate.

Le récit national évoque une Turquie puissante qui aurait été colonisée par les Occidentaux.

Le retour à un nouvel empire ottoman est présenté comme une lutte permettant l'affirmation de l'islam face à un Occident décadent et en croisade.

Souvent considérée comme le ventre mou de l'Europe, la France est une cible privilégiée de l'AKP d'Erdogan, qui allie un nationalisme à un islam politique de moins en moins modéré.

Non seulement parce qu'elle accueille la plus forte communauté musulmane du continent, mais parce que son attachement au principe de laïcité fournit un prétexte aux idéologues

religieux qui prétendent l'accuser d'islamophobie.

Son passé colonial est aussi un levier qui permet de mobiliser.

Les réseaux d'Erdogan ne ciblent pas seulement les citoyens turcs mais aussi les Franco-Maghrébins en rupture d'intégration ou déstabilisés par des questions identitaires.

L'influence turque progresse d'autant plus vite dans les milieux franco-maghrébins que la diplomatie ottomane d'Erdogan – son soutien au Hamas à Gaza, aux opposants syriens et aux Rohingyas de Birmanie ; sa dénonciation du «terroriste» Nétanyahou ou de la «passivité» de l'ONU – est fort appréciée.

Dans les quartiers populaires, le président turc est considéré comme un homme fort, capable de tenir tête et de résister à la France et à ses alliés et qui en outre parle plus fort que l'Arabie saoudite ou le Maroc.

Mais l'offensive, menée tous azimuts, touche aussi d'autres pays européens.

L'Allemagne, bien sûr, qui compte la plus grande communauté turque du monde à l'étranger et dont la chancellerie a été traitée de «nazie» par Erdogan.

La Belgique, où les islamistes turcs resserrent leur emprise sur la communauté musulmane.

Les Pays-Bas, où le gouvernement néerlandais a frôlé la crise diplomatique avec Ankara après avoir refoulé l'avion du ministre des Affaires étrangères turc et interdit un meeting électoral de l'AKP sur son sol en 2017.

Marwan Mohamed, une figure

charismatique

La guerre a aussi été importée dans les organisations internationales. Proche de Tariq Ramadan et de certains imams salafistes, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), véritable force de frappe en termes d'adhérents et de moyens financiers, a par exemple tenté de faire annuler, au comité des droits de l'homme de l'ONU, le licenciement de la salariée voilée de la crèche Baby Loup, dans les Yvelines.

À l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, des ONG islamistes prosélytes, qui interviennent également en France dans des mosquées fermées et radicales, utilisent la rhétorique de l'islamophobie pour avoir la peau des organisations gülenistes et pour pousser l'influence turque.

Ces réseaux turcs liés aux Frères musulmans ont une figure charismatique en France, [celle de Marwan Mohamed, l'ancien chef du CCIF](#), qui épouse les vues d'Ankara.

Anadolu, l'agence du gouvernement turc, lui fait régulièrement la courte échelle en soutenant son initiative controversée de «grande consultation des musulmans», sur Internet.

À l'OSCE, où il fut chargé des dossiers islamophobie au département chargé de la lutte contre l'intolérance et la discrimination, il a longtemps fustigé la politique de la France à qui il demande de faire un examen de conscience et dont il combat la laïcité.

«Personnalité trouble»

Alors que les musulmans se cherchent un nouveau porte-parole en France, certains considèrent Marwan Mohamed comme l'héritier spirituel de l'islamologue Tariq Ramadan, avec qui il partage la même ligne idéologique, y compris antisémite.

L'ancien chef du CCIF exige l'abrogation de la loi sur le voile à l'école et s'insurge contre l'existence d'un «islam de France».

Il a attaqué les caricatures de *Charlie Hebdo*, défend le port du burkini, dénonce la «gestion coloniale des musulmans» en France et agite la rhétorique des droits de l'homme et de la discrimination dont seraient victimes les femmes musulmanes en France pour attaquer les principes de la république.

Ceux qui l'ont fréquenté décrivent la même «personnalité trouble» que celle de Ramadan, les excès sexuels en moins, ainsi qu'un CV rempli de zones d'ombre et de mensonges.

Ce diffuseur de l'influence turque en France a en revanche une grande visibilité médiatique.

«Comme Tariq Ramadan, il a trouvé des plumes compréhensives dans certains médias» regrette un spécialiste.

Ce «front du refus» qui défie la République française utilise les réseaux sociaux pour se diffuser et se consolider.

C'est le rapport de l'Institut Montaigne qui le souligne: Tariq Ramadan possède deux millions de followers sur Twitter. Presque autant qu'Emmanuel Macron (2,5 millions).

L'influence turque est aussi poussée sur Twitter par Feïza Ben Mohamed. Proche du CCIF, elle est soupçonnée par certains de travailler pour l'agence officielle turque Anadolu.

La mouvance turque pro-Erdogan a également ses médias alternatifs, comme le site francophone medyaturk.info qui publie des articles anti-occidentaux ou la webtélé Média France TV.

Mais si la France est si perméable à l'influence turque, c'est aussi parce qu'elle a pris conscience du problème plus tardivement que ses voisins.

Note d'Antiislam

Dans toutes les langues du Monde l'action de ces gens, Marwan Mohamed ou Feïza Ben Mohamed, s'appelle « intelligence avec une puissance étrangère hostile ».

Et c'est puni de la manière la plus grave (la peine de mort en temps de guerre et nous sommes en guerre contre l'Islam).

Sans aller jusque là, pour le moment, la déchéance suivie de l'expulsion s'imposent ...

Sur le même sujet, ne ratez pas la troisième video de l'enquête d'un journaliste israélien sur les Frères musulmans et l'islam en Europe.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/09/27/video-choc-israelienne-n-3-erdogan-nenvoie-en-europe-que-les-migrants-capables-de-lislamiser/>